

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°127

Août 2011



RESSOURCES HUMAINES

Suite au départ d'un agent, la CSSF compte 397 agents, dont 205 hommes et 192 femmes au 8 août 2011.

ACTUALITE

La CSSF a publié sur son site web une seconde version coordonnée de la circulaire CSSF 06/273 (Définition de ratios de fonds propres en application de l'article 56 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (application aux établissements de crédit)).

Cette version coordonnée, qui reflète la circulaire CSSF 06/273 telle qu'elle sera applicable à partir du 31 décembre 2011, contient toutes les modifications opérées par les circulaires CSSF 07/317, 10/450, 10/475 et 10/496 et 11/501, y compris les dispositions de la circulaire CSSF 10/496 (CRD III) qui entreront en vigueur au 31 décembre 2011. Elle peut être téléchargée sous : http://www.cssf.lu/fileadmin/files/cssf06_273_couverture_upd311211.pdf

Il est rappelé que la version coordonnée qui reflète la circulaire CSSF 06/273 telle qu'elle est applicable actuellement a été publiée en mars de cette année. Elle peut être téléchargée sous :

http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Lois_reglements/Circulaires/Hors_blanchiment_terrorisme/cssf_06_273_couverture_upd2011.pdf

REGLEMENTATION NATIONALE

■ CIRCULAIRE CSSF 11/519

La circulaire CSSF 11/519 a pour objet de fournir, dans un premier lieu, des précisions sur les exigences de la CSSF quant à l'application de l'article 3(3) de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Ensuite, la CSSF mène une étude de l'analyse des risques de BC/FT à effectuer par les établissements de crédit. A cet effet, un questionnaire est annexé à la circulaire qui devra être retourné à la CSSF pour le 30 septembre 2011 au plus tard.

SANCTIONS

Retrait définitif de l'agrément, radiation définitive du registre public, ainsi que retrait définitif du titre de « réviseur d'entreprises » à l'encontre de Monsieur Kurt LALLEMAND

En vertu de l'article 67 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit, la CSSF a, en date du 21 juillet 2011, prononcé, à l'encontre de M. Kurt LALLEMAND, le retrait définitif de l'agrément visé à l'article 5 de la loi précitée et la radiation définitive du registre public, ainsi que le retrait définitif du titre de « réviseur d'entreprises » visé à l'article 3 de la loi précitée.

La présente est publiée en vertu de l'article 71 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

Retrait définitif de l'agrément et retrait définitif du titre de « cabinet de révision » à l'encontre de IAAB S.à r.l.

En vertu de l'article 67 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit, la CSSF a, en date du 21 juillet 2011, prononcé, à l'encontre d'IAAB S.à r.l., le retrait définitif de l'agrément visé à l'article 5 de la loi précitée et le retrait définitif du titre de « cabinet de révision » visé à l'article 3 de la loi précitée.

La présente est publiée en vertu de l'article 71 de la loi du 18 décembre 2009.

Les sanctions prononcées ci-avant sont publiées au Mémorial B.

Amendes d'ordre prononcées à l'encontre d'émetteurs de valeurs mobilières

Au cours du mois de juillet 2011, la CSSF a prononcé trois amendes d'ordre à l'égard d'émetteurs qui n'ont pas donné suite à des injonctions relatives à la publication de rapports financiers dans le cadre de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières.

AVERTISSEMENT

L'autorité britannique (FSA) a publié un avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Montrose Group. Cet avertissement est disponible sur le site Internet de la CSSF à l'adresse : <http://www.cssf.lu/protection-investisseurs/avertissements/>.

COMMUNIQUES DE PRESSE

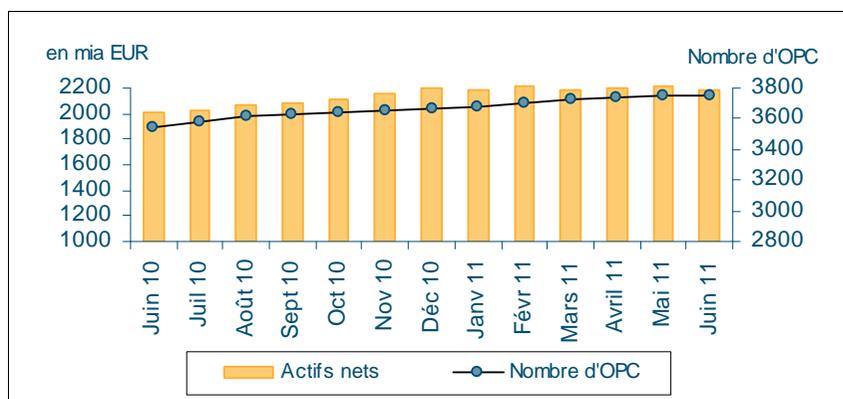
■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE JUIN 2011

Communiqué de presse 11/27 du 3 août 2011

I. Situation globale

Au 30 juin 2011, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.184,999 milliards contre EUR 2.219,208 milliards au 31 mai 2011, soit une diminution de 1,54% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 8,67%.

En somme, l'industrie des OPC luxembourgeois a enregistré au mois de juin une variation négative se chiffrant à EUR 34,209 milliards. Cette diminution résulte d'émissions nettes négatives à concurrence d'EUR 4,879 milliards (-0,22%) et d'un impact défavorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 29,330 milliards (-1,32%).



Le nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.749. Ce nombre reste inchangé par rapport au mois précédent. 2.380 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 11.795 compartiments. En y ajoutant les 1.369 entités à structure classique, au total 13.164 entités sont actives sur la place financière.

Concernant l'investissement net en capital et l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois, les faits suivants sont à relever pour le mois de juin.

La plupart des catégories d'OPC à actions ont dû enregistrer des pertes au mois de juin. Face aux incertitudes des investisseurs, liées à des indicateurs conjoncturels globalement moins bons et face aux tensions sur les marchés de la dette souveraine dans la zone Euro, la plupart des indices boursiers ont fini à la baisse au mois de juin. Seule exception fût la catégorie d'OPC à actions japonaises.

Concernant l'investissement net en capital, les OPC à actions ont en somme enregistré des rachats nets au mois de juin.

Evolution des OPC à actions au mois de juin 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	-2,76%	-0,39%
Actions européennes	-2,52%	-0,45%
Actions américaines	-2,31%	-0,89%
Actions japonaises	0,91%	4,08%
Actions Europe de l'Est	-1,89%	-2,00%
Actions Asie	-2,16%	0,16%
Actions Amérique latine	-1,05%	-1,44%
Actions autres	-1,87%	-0,05%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Les catégories d'OPC à revenu fixe ont enregistré des pertes par rapport au mois précédent.

En Europe, les tensions sur les marchés de la dette souveraine et en particulier les craintes liées à une extension de la crise grecque à d'autres pays de la zone Euro ont fait rechercher les investisseurs des obligations à notation très élevée. En conséquence les écarts de rendement entre obligations d'Etat de différents pays de la zone Euro se sont encore creusés au mois de juin. Etant donné les incertitudes conjoncturelles, les obligations d'entreprises en Europe ont enregistré des primes de risque plus élevées au mois de juin.

Face aux problèmes de dette souveraine, les rendements des emprunts publics aux États-Unis ont légèrement augmenté au mois de juin.

En moyenne, les catégories d'OPC à revenu fixe ont enregistré des rachats nets au mois de juin.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de juin 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	-0,02%	-2,90%
Marché monétaire en USD	-0,49%	-2,33%
Marché monétaire marché global	-0,97%	-0,92%
Obligations libellées en EUR	-0,69%	-0,65%
Obligations libellées en USD	-0,82%	4,86%
Obligations marché global	-0,55%	1,39%
Obligations High Yield	-1,72%	-3,86%
Autres	-1,09%	-1,47%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois à valeurs mobilières diversifiées et des fonds de fonds au mois de juin est illustrée dans le tableau suivant:

OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de juin 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	-1,23%	0,56%
Fonds de Fonds	-1,47%	-0,28%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et les FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2007	1 653	1 646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €
31/07/2008	1 784	1 471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3 220	1 896,357 €
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €
31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €
31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €
31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €
28/02/2010	1 843	1 511,384 €	646	221,532 €	1 009	165,018 €	3 498	1 897,934 €
31/03/2010	1 847	1 584,238 €	643	226,268 €	1 026	170,032 €	3 516	1 980,538 €
30/04/2010	1 842	1 611,938 €	640	227,551 €	1 039	173,398 €	3 521	2 012,887 €
31/05/2010	1 846	1 589,202 €	637	225,773 €	1 059	177,438 €	3 542	1 992,413 €
30/06/2010	1 843	1 600,977 €	636	224,773 €	1 071	184,887 €	3 550	2 010,637 €
31/07/2010	1 849	1 610,800 €	638	222,244 €	1 095	186,179 €	3 582	2 019,223 €
31/08/2010	1 855	1 653,112 €	637	223,081 €	1 122	192,797 €	3 614	2 068,990 €
30/09/2010	1 858	1 667,806 €	631	220,834 €	1 144	195,100 €	3 633	2 083,740 €
31/10/2010	1 854	1 688,755 €	630	219,558 €	1 161	199,262 €	3 645	2 107,575 €
30/11/2010	1 851	1 733,602 €	629	219,956 €	1 176	207,314 €	3 656	2 160,872 €
31/12/2010	1 846	1 762,666 €	629	222,178 €	1 192	214,150 €	3 667	2 198,994 €
31/01/2011	1 847	1 748,015 €	626	220,255 €	1 211	215,757 €	3 684	2 184,027 €
28/02/2011	1 857	1 770,049 €	620	220,032 €	1 228	218,117 €	3 705	2 208,198 €
31/03/2011	1 858	1 755,924 €	622	216,151 €	1 244	218,821 €	3 724	2 190,896 €
30/04/2011	1 858	1 759,531 €	624	213,823 €	1 254	222,054 €	3 736	2 195,408 €
31/05/2011	1 864	1 782,367 €	619	211,981 €	1 266	224,860 €	3 749	2 219,208 €
30/06/2011	1 864	1 750,292 €	616	210,172 €	1 269	224,535 €	3 749	2 184,999 €

■ DEROGATION LOI OPA (HELIKOS)

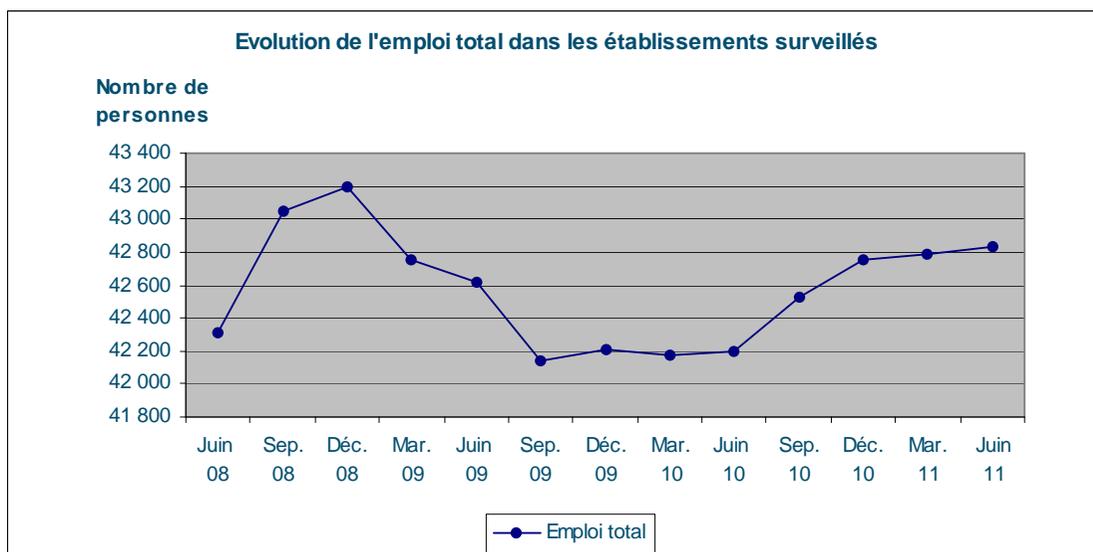
Communiqué de presse 11/26 du 26 juillet 2011

Dans le contexte de l'acquisition d'Exceet Group AG (« Exceet ») par Helikos S.E. (« Helikos »), la CSSF a accordé le 25 juillet 2011, en vertu de l'article 4 (5) de la loi du 19 mai 2006 concernant les offres publiques d'acquisition (la « Loi OPA »), trois dérogations relatives à l'obligation de l'article 5 (1) de la Loi OPA de lancer une offre publique d'acquisition sur les actions de Helikos. Les dérogations en question ont été accordées aux actionnaires fondateurs de Helikos ainsi qu'aux actionnaires de Exceet qui ont vendu leurs participations, agissant seuls ou de concert.

La CSSF considère que, tenant compte de la transparence autour de l'opération d'acquisition, des dispositions relatives aux procédures de vote y liées ainsi que de la possibilité de sortie offerte aux actionnaires, les intérêts des actionnaires minoritaires sont suffisamment protégés sans l'application des dispositions de l'article 5 (1) de la Loi OPA.

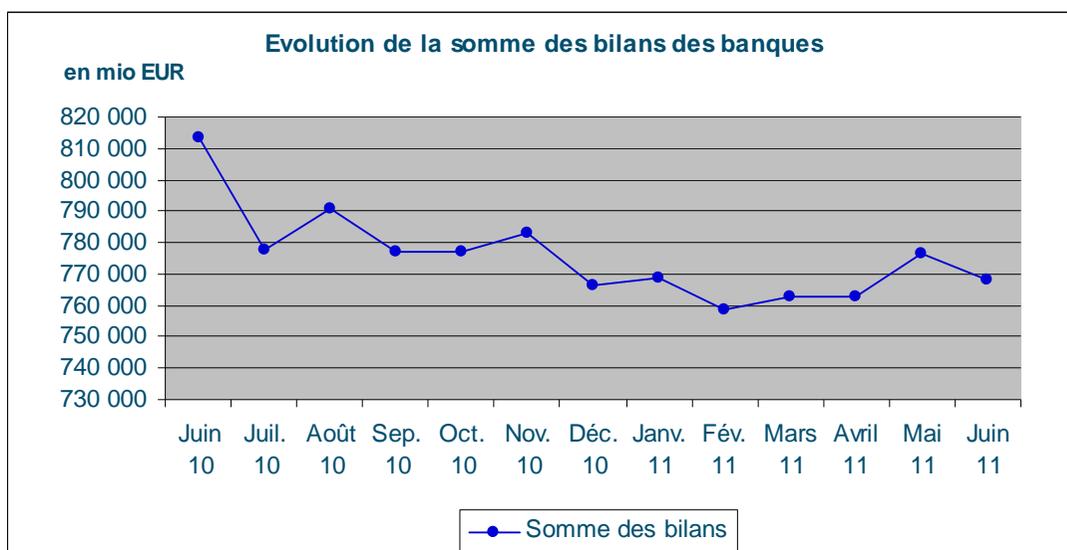
STATISTIQUES

■ EVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL DANS LES ETABLISSEMENTS SURVEILLES



■ BANQUES

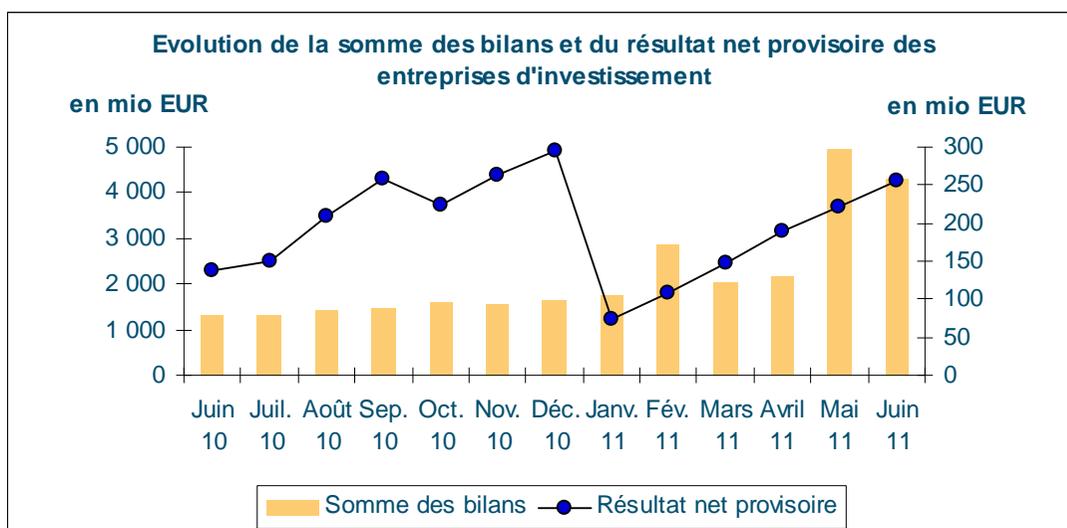
Somme des bilans des banques au 30 juin 2011 en baisse



La somme des bilans baisse de 1,10% sur un mois. En glissement annuel, la baisse atteint 5,63%.

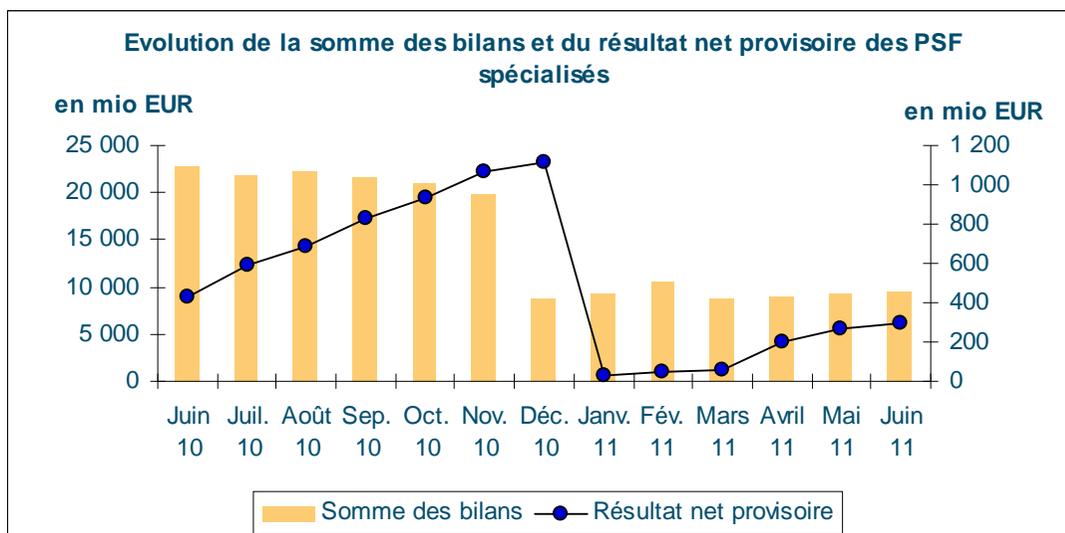
■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 30 juin 2011 en baisse



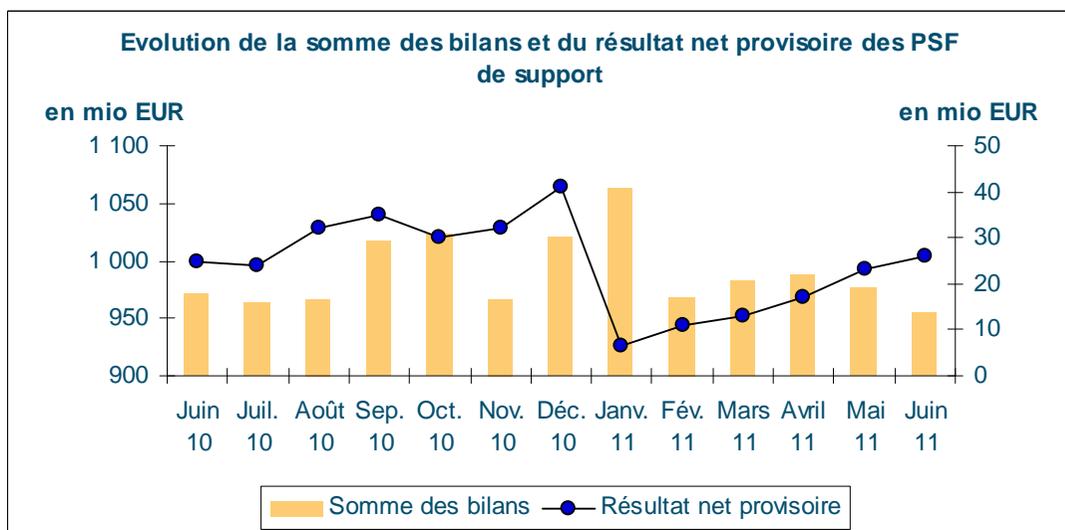
■ PSF SPECIALISES

Somme des bilans des PSF spécialisés au 30 juin 2011 en hausse



■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 30 juin 2011 en baisse



■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

Au 16 août 2011, 15 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) sont inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, 14 professionnels sont agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Depuis la publication de la dernière Newsletter, les neuf SICAR suivantes ont été inscrites sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- VESALIUS BIOCAPITAL II S.A. SICAR, 1B, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
- VESALIUS BIOCAPITAL II INVESTMENTS S.A. SICAR, 1B, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
- PARTNERS GROUP DIRECT MEZZANINE 2011 S.C.A., SICAR, 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg
- PARTNERS GROUP ASIA-PACIFIC REAL ESTATE 2011 S.C.A., SICAR, 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg,
- PARTNERS GROUP ASIA-PACIFIC 2011 S.C.A., SICAR, 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg
- PARTNERS GROUP SECONDARY 2011 (EUR) S.C.A., SICAR, 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg
- E-CAPITAL III (S.C.A.) SICAR, 5-11, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg
- ALPHA PRIVATE EQUITY FUND 6 (SCA) SICAR, 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- CREDIT AGRICOLE PRIVATE CAPITAL S.C.A., SICAR, 3, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

Les SICAR suivantes ont été retirées de la liste officielle :

- SINEQUANON S.C.A., SICAR, 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg
- VIZZION PARTICIPATIONS SICAR, SCA, 15, rue Edward Steichen, 4th floor, L-2540 Luxembourg
- EYEMAXX PRIVATE EQUITY DEVELOPER S.C.A., SICAR, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- ASIA INFRASTRUCTURE S.A. SICAR, 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Au 16 août 2011 le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 265 unités.

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élève à 27 unités au 16 août 2011.

■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

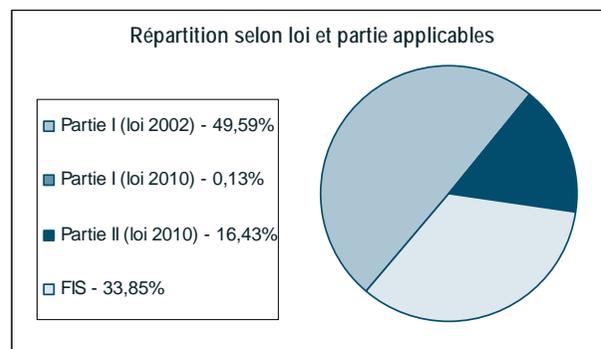
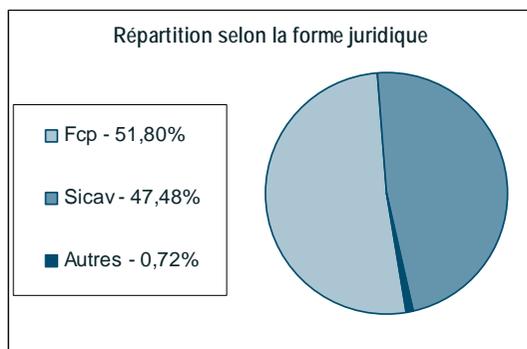
La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 juillet 2011, 76 cabinets de révision agréés et 234 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 55 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

STATISTIQUES OPC

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif Situation au 30 juin 2011

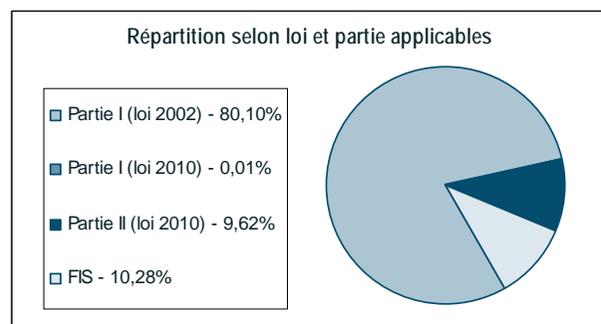
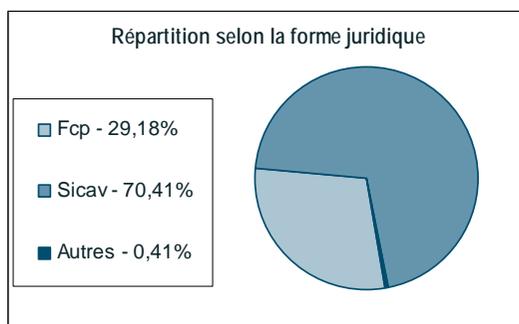
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

■ NOMBRE D'OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2002)	1 149	710	0	1 859
Partie I (loi 2010)	3	2	0	5
Partie II (loi 2010)	287	323	6	616
FIS	503	745	21	1 269
TOTAL	1 942	1 780	27	3 749

■ ACTIFS NETS DES OPC

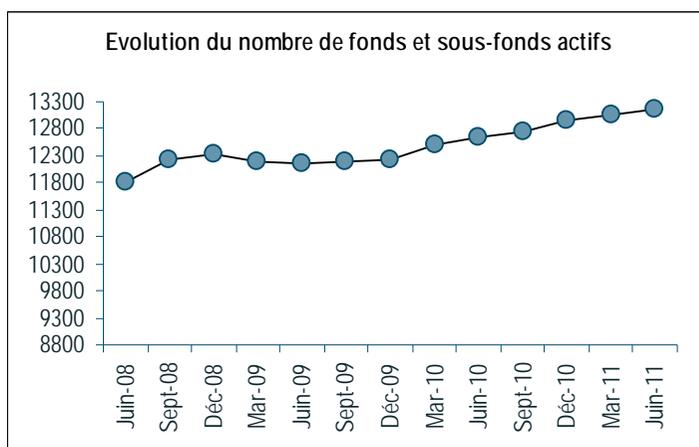


Loi, partie \ forme juridique (en mia EUR)	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2002)	456,864	1 293,237	0,000	1 750,101
Partie I (loi 2010)	0,006	0,185	0,000	0,191
Partie II (loi 2010)	82,631	126,596	0,945	210,172
FIS	98,029	118,534	7,972	224,535
TOTAL	637,530	1 538,552	8,917	2 184,999

■ ORIGINE DES PROMOTEURS DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Etats-Unis	504,623	23,1%
Allemagne	371,896	17,0%
Suisse	334,120	15,3%
Grande-Bretagne	285,950	13,1%
Italie	176,564	8,0%
France	170,379	8,0%
Belgique	116,008	5,3%
Pays-Bas	45,380	2,0%
Luxembourg	36,784	1,7%
Suède	36,113	1,6%
Autres	107,182	4,9%
TOTAL	2 184,999	100%

■ EVOLUTION DU NOMBRE D'UNITES



■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	900,979
VM à revenu variable (**)	662,210
VM diversifiées (***)	407,754
Fund of funds (****)	154,352
Liquidités	7,499
Immobilier	22,435
Futures, options, warrants	21,494
Divers (*****)	8,276
TOTAL	2 184,999

(*) dont 264,892 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(**) dont 5,296 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,180 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(***) dont 2,855 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,459 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

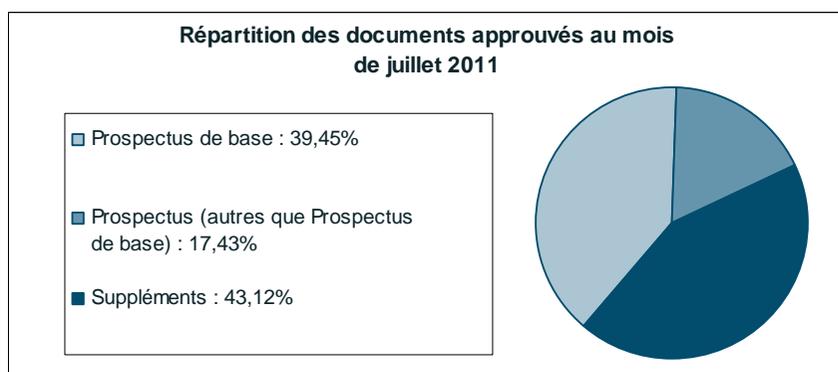
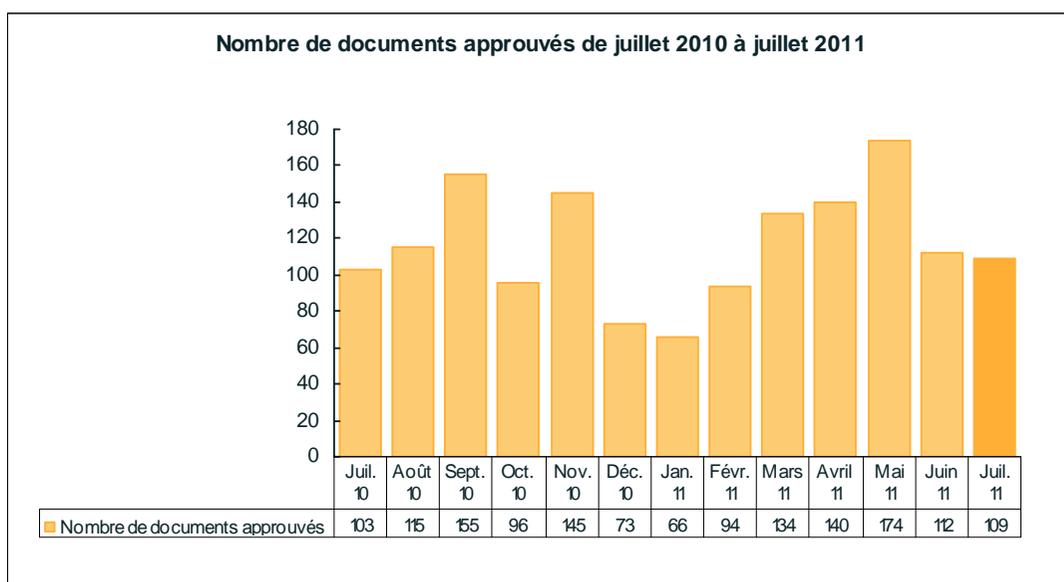
(****) dont 0,305 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,004 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(*****) dont 0,099 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

1. ACTIVITE D'APPROBATION

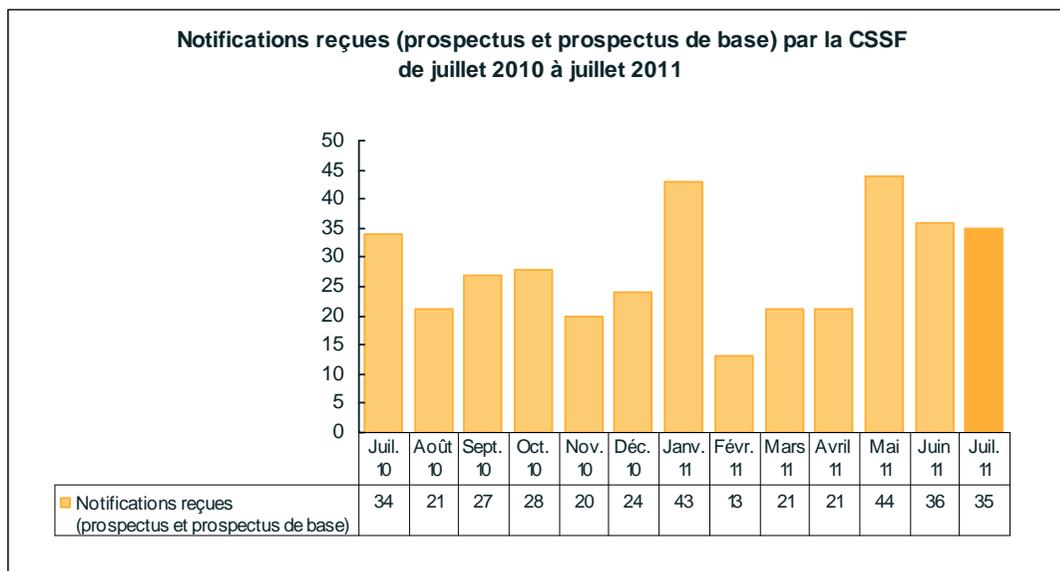
Pour le mois de juillet 2011, un total de 109 documents a été approuvé par la CSSF dont 19 prospectus, 43 prospectus de base et 47 suppléments.



2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

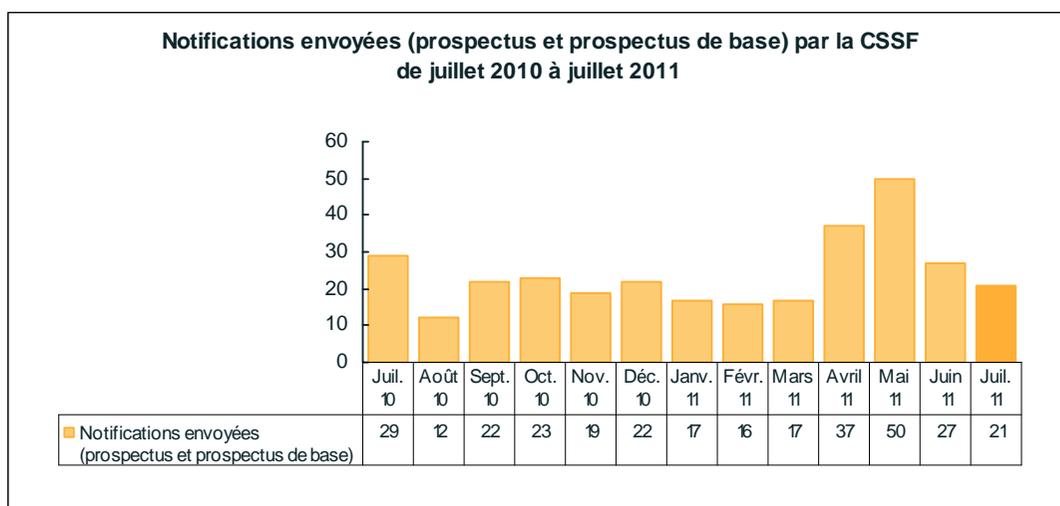
2.1. Notifications reçues par la CSSF

Pour le mois de juillet 2011, la CSSF a reçu 35 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base et 41 par rapport à des suppléments en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.



2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois de juillet 2011, la CSSF a envoyé des notifications pour 21 prospectus et prospectus de base et pour 32 suppléments¹ approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.



¹ Ce chiffre correspond au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

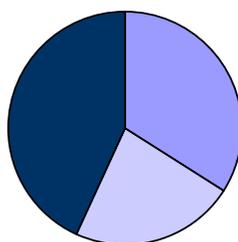
■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 15 juillet 2011, 11 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 7 émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 12 août 2011, 709 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

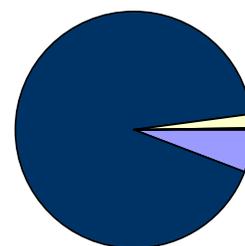
Répartition des émetteurs par pays

■ Luxembourg : 36,39 %
■ Espace Economique Européen : 24,54 %
■ Pays Tiers : 39,07 %



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation

■ Actions : 7,90 %
■ Titres de créance : 90,83 %
■ Certificats représentatifs : 1,27 %
■ Warrants : 0,00 %



LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Changement d'adresse :

IKB DEUTSCHE INDUSTRIEBANK A.G., FILIALE LUXEMBURG

22, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

Changement à partir du 27 juillet 2011

■ LISTE DES PSF

Nouvelles autorisations :

ATLANTIC FUND SERVICES S.A.

20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Statuts : agent teneur de registre, agent administratif du secteur financier, agent de communication à la clientèle, domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 26 juillet 2011

C-SERVICES S.A.

Parc d'Activités Capellen, 89, rue Pafebruch, L-8308 Capellen

Statut : opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 4 juillet 2011

NEXTIRAONE LUXEMBOURG S.A.

Parc d'Activités Syrdall, 12, rue Gabriel Lippmann, L-5364 Munsbach

Statut : opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier.

Autorisation ministérielle du 4 juillet 2011

TURNER INTERNATIONAL LIMITED, LUXEMBURG BRANCH

155, rue Cents, L-1319 Luxembourg

Début des activités : 21 mars 2011

Retrait :

TANDEM PARTNERS SARL

Abandon des activités PSF

Changements d'adresse :

FIDEOS FINANCIAL SERVICES S.A.

5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

VALUEINVEST ASSET MANAGEMENT S.A.

36, rue Marie-Adélaïde, L-2128 Luxembourg

Changements de dénomination :

ABN AMRO COMMERCIAL FINANCE S.A. a changé sa dénomination en

FORTIS COMMERCIAL FINANCE S.A.

ATOS ORIGIN LUXEMBOURG PSF S.A. a changé sa dénomination en

ATOS LUXEMBOURG PSF S.A.

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Inscription :

CAPITALATWORK MANAGEMENT COMPANY S.A.

12, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange

Activité : gestion collective

Inscription au 1er juillet 2011

Changements de dénomination :

ALLIANCEBERNSTEIN (LUXEMBOURG) S.A. a changé sa dénomination en

ALLIANCEBERNSTEIN (LUXEMBOURG) S.A.R.L.

COMMERZ DERIVATIVES FUNDS SOLUTIONS S.A. a changé sa dénomination en

COMMERZ FUNDS SOLUTIONS S.A.

NORD EST ASSET MANAGEMENT S.A., en abrégé NEAM a changé sa dénomination en

NORD EST ASSET MANAGEMENT, en abrégé NEAM

Changement d'adresse :

MIRABAUD ASSET MANAGEMENT (EUROPE) S.A.

26B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

■ **LISTE DES SOCIETES DE GESTION AGREEES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010**

Inscriptions :

SCOR ALTERNATIVE INVESTMENTS S.A.

41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg

SCM STRATEGIC CAPITAL MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A R.L.

6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

SYNAPSIA S.A.

52, route d'Esch, L-2965 Luxembourg

Changements de dénomination :

AMB FUND MANAGEMENT S.A R.L. a changé sa dénomination en

PROLONGIS FUND MANAGEMENT S.A R.L.

LDIG (LUXEMBOURG) S.A R.L. a changé sa dénomination en

EIFFEL INVESTMENT GROUP S.A R.L.

LDIG MASTER (LUXEMBOURG) S.A R.L. a change sa dénomination en

EIFFEL INVESTMENT GROUP MASTER S.A R.L.

■ **LISTE DES SICAR**

Inscriptions :

ALPHA PRIVATE EQUITY FUND 6 (SCA) SICAR

10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

CREDIT AGRICOLE PRIVATE CAPITAL S.C.A, SICAR

3, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

E-CAPITAL III (S.C.A.) SICAR

5-11, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

PARTNERS GROUP ASIA-PACIFIC 2011 S.C.A., SICAR

55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

PARTNERS GROUP ASIA-PACIFIC REAL ESTATE 2011 S.C.A., SICAR

55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

PARTNERS GROUP DIRECT MEZZANINE 2011 S.C.A., SICAR

55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

PARTNERS GROUP SECONDARY 2011 (EUR) S.C.A., SICAR

55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

VESALIUS BIOCAPITAL II S.A. SICAR,
1B, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

VESALIUS BIOCAPITAL II INVESTMENTS S.A. SICAR,
1B, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

Retraits :

EYEMAXX PRIVATE EQUITY DEVELOPER S.C.A., SICAR
5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

SINEQUANON S.C.A., SICAR
14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg

VIZZION PARTICIPATIONS SICAR, SCA
15, rue Edward Steichen, 4th floor, L-2540 Luxembourg

ASIA INFRASTRUCTURE S.A. SICAR
412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

Nouveaux émetteurs :

NOM

PAYS DU SIEGE

Barbera Finance S.r.l.	Italie
Cassa Centrale Securitisation S.R.L.	Italie
Coal Energy S.A.	Luxembourg
Deutsche Bahn Finance B.V.	Pays-Bas
Global Bond Series VIII, S.A.	Luxembourg
Global Bond Series IX, S.A.	Luxembourg
Hella KGaA Hueck & Co.	Allemagne
Sadovaya Group S.A.	Luxembourg
Storck Acceptance S.A.	Luxembourg
Trucklease S.A.	Luxembourg
VCL Multi-Compartment S.A.	Luxembourg

Retraits :

NOM

PAYS DU SIEGE

Campidoglio Finance S.R.L.	Italie
Eximius Capital Funding Ltd.	Îles Caïmans
Hedged Mutual Fund Fee Trust 2004-4	États-Unis
Nurfinance B.V.	Pays-Bas
South Street CBO 1999-1 LTD	Îles Caïmans
Teksid Aluminum Luxembourg S.à r.l., S.C.A.	Luxembourg
Viola Finanza S.R.L.	Italie

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits volontaires de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois pendant le mois de juin 2011

Durant le mois de référence, les vingt-huit organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle:

1) OPC partie I Loi 2002:

- AC BRIC, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- ANDALIS, 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- AZ MULTI ASSET, 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- BASKET FONDS (LUX), 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- DANSKE INVEST SICAV, 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- FT EMERGING CONSUMERDEMAND, 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg
- JRS LUXEMBOURG UCITS, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- MATIGNON ABS FUND, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- MOMENTUM GLOBAL FUNDS, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- NEXT GENERATION ABSOLUTE RETURN II, 41, op Bierg, L-8217 Mamer
- PIRAEUS GREEN FOCUS FUND - ANNUAL PROTECTION 90, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg
- RPM FCP, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- RUFFER SICAV, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- TREA SICAV, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- WILLIAM BLAIR FCP, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange

2) OPC partie I Loi 2010:

- ABSOLUT ASIA, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: EUROPA (2018), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

3) OPC partie II Loi 2010:

- PATRIMONIA INVEST, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

4) FIS :

- ALFA 1 CEE INVESTMENTS S.A., SICAV-SIF, 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen
- AVIVA INVESTORS RENEWABLE ENERGY FUND SICAV-SIF, 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- BANK CAPITAL OPPORTUNITY FEEDER FUND SICAV-SIF, 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg
- BANK CAPITAL OPPORTUNITY FUND SICAV-SIF, 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg
- BRUNSWICK GPE SICAV-SIF, 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
- CEE SIDEFUND I S.A. SICAV-FIS, 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- DUET GLOBAL EQUITY FUND S.A., SICAV-SIF, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- FAMILIAR S.A., SICAV-SIF, 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen
- FENICE SICAV-SIF SCA, 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- TIR EUROPE GLOBAL FORESTRY FUND, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Les vingt-huit organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été retirés de la liste officielle au cours du mois de juin 2011:

1) OPC partie I Loi 2002:

- A & V, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- ALLIANZ PIMCO EURO RENTPLUS, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ALLIANZ PIMCO EUROPAZINS »K«, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ALLIANZ PIMCO LIQUIDITÄTSMANAGER, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST TOP4, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- EFG FUND, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- GCC FUND, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- GENERAL INVESTMENT FUND, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- ING INDEX LINKED FUND, 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg
- L MULTI SELECT, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- OPTI CASH, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- PIONEER ABSOLUTE RETURN EQUITY, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- UNIDoubleCHANCE, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIEUROFLEX, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: GLOBAL TITANS 50 (2011), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: BEST OF WORLD (2011), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- VERMÖGENSMANAGEMENT CHANCE II, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- VERMÖGENSMANAGEMENT CHANCE III, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- VERMÖGENSMANAGEMENT SUBSTANZ II, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- VERMÖGENSMANAGEMENT WACHSTUM II, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

2) OPC partie II Loi 2010:

- COMINVEST EURO RENT DEFENSIV, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ING (L) TECHNIX, 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

3) FIS :

- BELMONT (LUX) HAEK, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- HILUX SIF II, 14, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- JL CAPITAL GROWTH SICAV-SIF, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- KAUPTHING SICAV-SIF, 35a, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- MAGNITUDE FUND, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- REFLOW FUND, 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **143** (12 août 2011)

Somme des bilans : **EUR 767,863 milliards** (30 juin 2011)

Résultat avant provisions : **EUR 2,92 milliards** (30 juin 2011)

Emploi : **26 147 personnes** (30 juin 2011)

Nombre d'OPC : - Partie I de la loi 2010 : **1 860** (16 août 2011)

- Partie II de la loi 2010 : **629** (16 août 2011)

- Fonds d'investissement spécialisés (FIS) : **1 308** (16 août 2011)

TOTAL : 3 797

Patrimoine global net : **EUR 2 184,999 milliards** (30 juin 2011)

Nombre de sociétés de gestion : chapitre 15 (loi du 17 décembre 2010) : **183** (12 août 2011)

Nombre de sociétés de gestion : chapitre 16 (loi du 17 décembre 2010) : **213** (12 août 2011)

Emploi dans les sociétés de gestion (chapitre 15) : **2 457 personnes** (30 juin 2011)

Nombre d'entreprises d'investissement : **114** dont **12** succursales (12 août 2011)

Somme des bilans des entreprises d'investissement : **EUR 4,319 milliards** (30 juin 2011)

Résultat net provisoire : **EUR 255,346 millions** (30 juin 2011)

Emploi : **2 584 personnes** (30 juin 2011)

Nombre de PSF spécialisés : **115** (12 août 2011)

Somme des bilans des PSF spécialisés : **EUR 9,588 milliards** (30 juin 2011)

Résultat net provisoire : **EUR 292,075 millions** (30 juin 2011)

Emploi : **3 595 personnes** (30 juin 2011)

Nombre de PSF de support : **83** (12 août 2011)

Somme des bilans des PSF de support : **EUR 955 millions** (30 juin 2011)

Résultat net provisoire : **EUR 26,15 millions** (30 juin 2011)

Emploi : **8 045 personnes** (30 juin 2011)

Nombre de fonds de pension : **15** (16 août 2011)

Nombre de SICAR : **265** (16 août 2011)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **27** (16 août 2011)

Nombre d'émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence : **709** (12 août 2011)

Emploi total dans les établissements surveillés (Banques, PSF, Sociétés de gestion) : **42 828 personnes** (30 juin 2011)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 560

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu